



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N° 18 – Du 19 mai au 25 mai 2023

En bref

Afghanistan : Le ministre de l'Industrie et du Commerce s'est rendu en Russie dans le cadre du Kazanforum. Le gouvernement taliban devrait bientôt lancer des appels d'offres pour l'extraction de pétrole et de gaz en Afghanistan. 39 parcs industriels seraient en construction selon le ministère de l'Industrie et du Commerce.

Bangladesh : Raccordement de 30MW d'éolien au réseau, une première pour le pays. L'Etat a davantage emprunté auprès du secteur bancaire, pour compenser des recettes moins bonnes que prévues. La Banque mondiale prévoit d'investir 5 Mds USD dans le secteur privé sur les cinq prochaines années.

Bhoutan : Le gouvernement a approuvé la demande d'adhésion du Bhoutan à l'Organisation mondiale du Commerce.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Prévisions de Moody's : l'Inde devrait connaître la croissance la plus rapide des pays du G20 dans les prochaines années. *Politique commerciale* : Déclaration du haut représentant Josep Borell, sur d'éventuelles sanctions contre les pays tiers contournant les mesures d'embargo vis-à-vis de la Russie. Hausse des exportations de téléphones mobiles. Recul de 27 % des IDE entrants au cours de l'exercice 2022-2023 ; première baisse en dix ans. *Politique monétaire* : Retrait des billets de 2000 INR de la circulation.

Maldives : La Banque mondiale accorde 64,8 MUSD pour soutenir le secteur des pêches aux Maldives.

Népal : Situation critique des travailleurs migrants népalais. Dans le cadre de son Plan d'action national pour la réduction du déficit commercial, le Népal souhaite effectuer sa transition vers le « tout électrique ». Légère amélioration du déficit commercial népalais.

Pakistan : Le ministre des Finances, Ishaq Dar, a récemment indiqué que le programme du FMI pourrait se terminer le 30 juin prochain sans accord sur les 9^{ème} et 10^{ème} revues. Le gouvernement devrait emprunter 9 400 Mds PKR (33 Mds USD) au secteur bancaire local d'ici juillet 2023. Premières estimations concernant l'année budgétaire 2022/2023 : croissance du PIB de 0,29 %, croissance de la production agricole de 1,55 %, baisse de 2,94 % de la production industrielle. Exportations pakistanaises de textiles en baisse de 14 % sur les dix premiers mois de l'année budgétaire. Publication des premiers résultats du recensement 2023 : le Pakistan compte 249,5 millions d'habitants.

Sri Lanka : Le FMI conclut une mission à Sri Lanka pour évaluer l'avancement du programme. La Banque centrale assouplit l'ouverture de lettres de crédit. Sinopec fait son entrée sur le marché de la distribution de carburants à Sri Lanka.

Afghanistan

Le ministre de l'Industrie et du Commerce s'est rendu en Russie dans le cadre du Kazanforum

Une délégation du gouvernement taliban s'est rendue du 18 au 20 mai dans la république russe du Tatarstan pour la 14^{ème} édition du Kazanforum. Ce forum, qui s'est tenu à Kazan, est une plateforme de coopération économique réunissant la Fédération de Russie et les membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) et qui vise à renforcer la coopération commerciale, scientifique et technologique entre la Russie et le monde musulman. L'an dernier le forum a rassemblé plus de 6400 délégués provenant de 64 pays incluant l'Azerbaïdjan, l'Iran, la Malaisie, le Tadjikistan, la Turquie, l'Ouzbékistan, les Émirats arabes unis, le Bahreïn, l'Ouganda, le Qatar et le Pakistan.

La délégation afghane était accompagnée du ministre de l'Industrie et du commerce par intérim, Nooruddin Azizi. Selon un communiqué de ce ministère, M. Azizi a notamment rencontré le ministre des transports turkmène. Les deux parties sont convenues de la création d'une commission bilatérale pour faciliter le transit des marchandises vers l'Afghanistan, via le Turkménistan.

M. Azizi aurait également rencontré Nail Ulfatovich Maganov, directeur de Tatneft, une société pétrolière et gazière basée au Tatarstan, afin de promouvoir les investissements russes dans les champs pétrolifères afghans. Pour rappel, les réserves de pétrole afghanes sont estimées à environ 1,6 Md de barils et les réserves de gaz naturel à 440 Mds de mètres cubes.

Depuis l'arrivée au pouvoir des Talibans en août 2021, c'est la première fois qu'une délégation afghane est officiellement invitée à participer à un sommet international. Toutefois, Zamir Kabulov, l'envoyé présidentiel russe en Afghanistan, a précisé que la participation des Talibans au Kazanforum n'impliquait pas une reconnaissance officielle du gouvernement russe.

Le gouvernement taliban devrait bientôt lancer des appels d'offres pour l'extraction de pétrole et de gaz en Afghanistan

Le ministre des Mines et du Pétrole par intérim, Shahabuddin Delawar, a annoncé que le gouvernement allait engager le processus de d'exploitation de nouveaux gisements de pétrole et de gaz dans le pays.

Certains Etats semblent, d'ores et déjà, se positionner sur ces contrats, notamment le Qatar et la Chine. Le porte-parole du ministère, Homyaon Afghan, a annoncé que quatre réunions avaient eu lieu avec des investisseurs chinois et qataris le mois dernier.

Le 6 janvier dernier, les autorités talibanes avaient déjà signé un contrat avec la Xinjiang Central Asia Petroleum and Gas Company (CAPEIC) pour l'extraction de pétrole dans le bassin d'Amu Darya. Selon les responsables talibans, la société devrait investir 150 M USD puis 450 M USD au cours des trois prochaines années. Depuis la chute du précédent régime, les investissements chinois en Afghanistan ont atteint 2 Mds d'USD et plus de 20 entreprises chinoises sont actives dans ce pays.

39 parcs industriels seraient en construction selon le ministère de l'industrie et du commerce

S'exprimant lors d'un symposium national à Kaboul, le porte-parole du ministère de l'Industrie et du Commerce, Abdul Salam, a déclaré que plus de 39 parcs industriels étaient en cours de développement dans le pays. Le porte-parole a également souligné que l'Afghanistan avait réussi à augmenter sa production industrielle et avait atteint l'autosuffisance pour plus de 50 produits, au nombre desquels quinze types de médicaments.

Bangladesh

Raccordement de 30MW d'éolien au réseau, une première pour le pays

Le premier champ d'éolienne du Bangladesh va être raccordé au réseau électrique, ajoutant une capacité de 30MW contre à peine 0,9MW (projet pilote) jusqu'à aujourd'hui. Le projet, porté par l'entreprise bangladaise US-DK Green Energy (BD) Ltd (du groupe SQ Group), comprend une capacité totale de 60MW, dont la seconde moitié devrait être opérationnelle à l'été 2023. Il représente un investissement de 120M USD, dont une partie est investie par l'entreprise publique chinoise State Power Investment Corporation. L'accord avec le Bangladesh Power Development Board, signé il y a près de dix ans en 2014, indique un prix d'achat de 120 USD /MWh.

Les éoliennes sont situées vers Cox's Bazar (sud-est), où le potentiel éolien est le plus élevé. US-DK Green Energy souhaite doubler la capacité à 120MW.

L'Etat a davantage emprunté auprès du secteur bancaire, pour compenser des recettes moins bonnes que prévues

Sur le mois d'avril seul, l'Etat bangladais a emprunté 300 Mds Tk (2,5 Mds EUR) auprès du secteur bancaire, contre 520 Mds Tk sur les neuf premiers mois de l'année fiscale. Il se tourne principalement vers la Banque centrale qui a fourni 80% des 820 Mds Tk, avec le risque d'alimenter une inflation d'ores et déjà élevée.

Ce recours accru au secteur bancaire pour financer le budget de l'Etat s'explique par des recettes moins bonnes que prévues, alors que les derniers mois de l'année fiscale voient traditionnellement un accroissement des dépenses (notamment du programme de développement annuel). Sur les trois premiers trimestres de 2022-23, la collecte fiscale n'a atteint que 60% de la cible fixée dans le budget, soit 5,1% du PIB sur neuf mois. Dans le cadre du programme FMI, le gouvernement s'est engagé à accroître les recettes fiscales à 8,3% du PIB pour le prochain budget présenté au Parlement le 1^{er} juin.

La Banque mondiale prévoit d'investir 5 Mds USD dans le secteur privé sur les cinq prochaines années

Après avoir engagé 4,5 Mds USD en financement de court terme et de long terme sur les cinq dernières années, la Société Financière Internationale (SFI), la filiale en charge du secteur privé de la Banque Mondiale, a annoncé qu'elle envisage d'engager 5 Mds USD sur cinq ans. Les principales interventions ont été réalisées auprès des entreprises du secteur textile (soutien aux exportations, aux meilleures pratiques environnementales), sur la sécurité alimentaire (chaîne du froid), les énergies (1400 MW financés, soutien au développement du solaire) et les institutions financières.

Dans le cadre de la réponse à la crise du COVID-19, la SFI a soutenu les secteurs du prêt-à-porter, des télécommunications et de la finance avec 260 M USD de prêts.

En mai 2023, la SFI a annoncé investir 35M USD dans une usine automatisée de transformation du riz, avec le conglomérat Meghna Group. Le projet vise à produire du riz pour l'alimentation (350.000 tonnes/an), ainsi que de l'huile alimentaire, des aliments pour volailles et de l'électricité à partir des déchets issus de la transformation.

Bhoutan

Le gouvernement a approuvé la demande d'adhésion du Bhoutan à l'Organisation Mondiale du Commerce

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Emploi, M. Karma Dorji, a annoncé que le gouvernement approuvait la demande d'adhésion du Bhoutan à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le gouvernement bhoutanais semble d'ailleurs vouloir accélérer le processus. Cette volonté intervient alors que le pays devrait quitter le statut de pays le moins avancé (PMA) en décembre 2023 et pourrait perdre les avantages liés à ce statut si le Bhoutan rejoint l'OMC post-

graduation. Les accords de l'OMC contiennent des dispositions spéciales qui confèrent aux pays en développement des droits particuliers. En rejoignant l'OMC en tant que PMA, le Bhoutan disposera de trois ans pour se conformer aux règles de l'Organisation et pourra également demander une prorogation de deux ans.

Plusieurs institutions bhoutanaises ne sont actuellement pas en mesure de répondre aux normes de l'OMC, notamment le Bureau de normalisation du Bhoutan, l'Autorité de régulation de l'agriculture et de l'alimentation et l'Autorité de régulation des médicaments. Le gouvernement a prévu un investissement de plus de 1,13 M EUR pour développer les laboratoires et les centres de tests de ces organismes afin de répondre aux exigences de l'OMC.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Prévisions de Moody's : l'Inde devrait connaître la croissance la plus rapide des pays du G20 dans les prochaines années

Selon un récent rapport publié par l'agence de notation Moody's, l'Inde sera l'économie du G20 enregistrant la croissance la plus rapide au cours des prochaines années. Certains facteurs pourraient toutefois freiner l'investissement.

Selon le rapport, la croissance indienne devrait être soutenue par une importante main-d'œuvre - jeune et bien formée - l'augmentation du nombre de familles nucléaires et l'urbanisation croissante, qui alimenteront la demande de logements et de ciment, et la demande automobile. Les dépenses d'investissement public dans les infrastructures soutiendront quant à elles les secteurs de l'acier et du ciment, tandis que les engagements de l'Inde pris dans le cadre de sa transition climatique stimuleront les investissements dans les énergies renouvelables.

Selon Moody's, si la demande dans les secteurs de la production manufacturière et des infrastructures devrait augmenter de 3 à 12 % par

an jusqu'à la fin de la décennie, la capacité manufacturière de l'Inde restera bien inférieure à celle de la Chine d'ici 2030.

Moody's a toutefois mis en garde contre les risques induits par la bureaucratie, qui pourrait ralentir les processus d'approbation pour l'obtention des licences nécessaires au développement des activités des entreprises. L'ouverture limitée du pays au commerce international devrait également peser sur les investissements directs étrangers dans le pays.

Politique commerciale

Déclaration du Haut représentant de l'UE Josep Borell sur d'éventuelles sanctions contre les pays tiers contournant les mesures d'embargo vis-à-vis de la Russie

Josep Borrell, le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, a évoqué pour la première fois l'éventualité de sanctions contre les pays contournant les mesures d'embargo adoptées par l'UE vis-à-vis de la Russie, en important du pétrole russe pour le réexporter après raffinage vers des pays tiers.

En juin 2022, le Conseil de l'Union Européenne (UE) avait adopté des sanctions portant sur l'achat, l'importation ou le transfert de pétrole brut transporté par voie maritime (qui s'appliquent depuis le 5 décembre 2022) et de certains produits pétroliers de Russie, vers l'UE (qui s'appliquent depuis le 5 février 2023).

L'Inde a grandement bénéficié de ces mesures. Le pays a considérablement augmenté ses importations de brut russe, qui sont passées de 1 % des volumes importés avant la guerre à plus de 30 % aujourd'hui, selon la société Vortexa. Ainsi, l'Inde a ainsi quasiment absorbé la totalité du pétrole russe qui était auparavant exporté vers l'Europe.

Lors du premier trimestre de 2023, le prix moyen du baril acheté par l'Inde à la Russie était de 44 EUR, soit une dizaine d'euros en dessous du prix moyen payé par les autres pays. Ces tarifs préférentiels ont permis à New Delhi de réduire la facture pétrolière et le déficit courant.

Une partie de ce pétrole russe est par ailleurs raffinée dans des usines indiennes pour être

ensuite vendue aux prix du marché en Europe ou aux Etats-Unis. Selon certaines estimations, les exportations de produits pétroliers depuis l'Inde vers l'UE ont ainsi atteint 11,6 millions de tonnes entre avril 2022 et janvier 2023, soit une augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente. Compte tenu du prix auquel les barils sont achetés, les marges sont plus grandes pour les compagnies pétrolières indiennes.

Jospeh Borell a ainsi rappelé que s'il est normal que l'Inde achète du pétrole russe – en précisant que ces achats à prix moindre réduisent les rentrées d'argent pour la Russie – les Indiens ne sauraient tirer parti de cette situation pour devenir un centre de raffinage du pétrole russe, puis vendre ces produits dérivés aux Européens.

En réponse à cette déclaration, Subrahmanyam Jaishankar, le ministre des Affaires étrangères indien, qui était à Bruxelles mercredi pour le premier conseil UE-Inde sur le commerce et les technologies, a appelé les responsables de l'UE à relire la réglementation européenne (Règlement du Conseil 833/2014) qui stipule que si le brut russe est substantiellement transformé dans un pays tiers, alors il n'est plus considéré comme russe.

Hausse des exportations de téléphones mobiles

Les exportations de produits électroniques de l'Inde en avril ont bondi de plus de 26 % à 2,1 Mds USD par rapport à l'année précédente, stimulées par l'exportation de téléphones mobiles à hauteur de 1,1 Md USD, soit une augmentation de plus de 80 % en un an, l'américain Apple contribuant à hauteur de 750 M USD (+ 400 % en un an) contre 240 M USD pour le coréen Samsung (- 40 % en un an).

Selon les données publiées par le ministère du Commerce, l'électronique a enregistré le deuxième taux de croissance le plus élevé parmi les 11 des 30 produits de base qui ont affiché une croissance en avril par rapport à la même période de l'année dernière (le premier étant les tourteaux d'oléagineux).

Selon l'Association indienne de téléphonie cellulaire et d'électronique, le principal moteur des exportations de produits électroniques a été

le programme gouvernemental d'incitation à la production de smartphones (PLI).

Recul de 27 % des IDE entrants au cours de l'exercice 2022-2023 ; première baisse en dix ans

Les entrées d'Investissements Directs Étrangers (IDE) dans le pays ont reculé de 16 % pour atteindre 71 Mds USD (données brutes, avant prise en compte des désinvestissements et rapatriements) au cours de l'année 2022-23. Il s'agit de la première baisse en dix ans.

Les dernières données publiées par la RBI dans son Bulletin mensuel montrent qu'au cours de l'année budgétaire précédente, les entrées directes nettes – corrigées des flux de rapatriement et de désinvestissement – ont été inférieures de 27 % au montant enregistré l'année précédente, à 41,6 Mds USD. Cette baisse s'explique notamment par le recul de la croissance mondiale, la forte inflation et la faiblesse de la demande aux États-Unis et en Europe.

En comparaison, les IDE en Chine ont enregistré une hausse de 8 % en 2022 pour atteindre 189 Mds USD.

À noter que les flux nets d'investissements directs indiens à l'étranger enregistrent également une baisse, de 23 % sur l'exercice 2022-2023, pour atteindre 13,6 Mds USD.

Politique monétaire

Retrait des billets de 2000 INR de la circulation

Dans un communiqué officiel du 10 mai, la RBI a annoncé le retrait de la circulation de sa dénomination la plus élevée, la coupure de 2000 INR soit 24 USD, donnant aux consommateurs et aux entreprises un délai de quatre mois (jusqu'au 30 septembre) pour les échanger contre d'autres billets (jusqu'à une limite de 20 000 INR à la fois) ou les déposer sur leurs comptes bancaires. Les billets de 2000 INR continuent d'avoir cours légal d'ici là.

Le billet de 2000 INR a été introduit en novembre 2016 par la RBI, principalement pour répondre aux besoins en devises de l'économie de manière rapide après le retrait du cours légal de tous les billets de 500 INR et 1000 INR en circulation à

l'époque. Selon la RBI, cet objectif a été atteint, les autres dénominations étant désormais disponibles en quantités suffisantes. Par conséquent, l'impression des billets de 2000 INR avait été arrêtée en 2018-2019.

La valeur totale de ces billets en circulation a ainsi progressivement diminué, passant de 81,3 Mds USD à son apogée au 31 mars 2018 (37,3 % des billets en circulation) à 43,7 Mds (soit 10,8 % des billets en circulation) au 31 mars 2023. La RBI constate par ailleurs que cette coupure n'est pas couramment utilisée pour les transactions et que le stock de billets dans d'autres coupures reste suffisant pour répondre aux besoins en numéraire.

L'objectif du retrait est également de permettre aux banques de disposer d'une liquidité bancaire accrue et de placer une partie de leurs excédents de liquidité en titres d'Etat, compte tenu de l'existence des ratios de liquidité auxquels elles sont astreintes.

Maldives

La Banque mondiale accorde 64,8 M USD pour soutenir le secteur des pêches aux Maldives

Le financement de l'Association Internationale de Développement (*IDA 20 Regional Window*) est réparti en une subvention de 12 M USD à l'Indian Ocean Commission (IOC), un prêt concessionnel de 26,4 M USD sur une durée de 40 ans, assorti d'une période de grâce de dix ans et une subvention du même montant au gouvernement maldivien. Le tout doit être complété de financements mobilisés auprès du secteur privé (grâce à l'utilisation des subventions pour soutenir le crédit aux PME) à hauteur de 76,3 M USD, ce qui porterait le projet à 171,0 M USD. Il comprend trois composantes principales : l'amélioration (12 M USD, mise en œuvre par l'IOC) des conseils de gestion des pêches dans la région sud-ouest de l'Océan Indien (SWIO) ; un soutien aux Maldives (26,88 M USD, mise en œuvre par les autorités maldiviennes) en tant que catalyseur pour un renforcement des capacités régionales pour la

gouvernance et la gestion des pêches ; l'amélioration (102,23 M USD dont 12,96 M USD sur prêt, 12,96 M USD sur subvention et 76,3 M USD de contributions du secteur privé, mise en œuvre par les autorités maldiviennes) de la compétitivité du secteur des pêches aux Maldives et de la participation du secteur privé afin d'améliorer le climat des affaires dans l'archipel et dans la région SWIO. Conditionnés à certains résultats d'ordre national et régional, les décaissements s'effectueront sur une base annuelle à compter de 2024 jusqu'à l'horizon 2031.

Népal

Situation critique des travailleurs migrants népalais

Equidem Research & Consulting, un institut de recherche népalais spécialisé dans les questions migratoires, a mis en exergue, lors de la publication de son dernier rapport, la vulnérabilité croissante des travailleurs migrants népalais, fortement exposés à des cas de maltraitance accrus par leur employeur. La quasi-totalité des travailleurs migrants travaillent en Arabie Saoudite, en Malaisie, au Qatar et aux Émirats arabes unis.

Malgré l'abolition du système de *kafala* au Qatar, procédure qui s'apparente à une tutelle économique autorisant l'exploitation des travailleurs domestiques et de la construction, de nombreux abus persistent, empêchant les travailleurs de changer aisément d'employeur ou de quitter le pays sans permission. Par ailleurs, nombreux sont les travailleurs en statut d'illégalité pour cause de négligence dans la procédure de renouvellement à la charge de l'employeur, qui dans certains cas, est également susceptible de retenir leur passeport.

Outre la gratuité des visas et billets d'avion, le Népal a conclu des accords bilatéraux avec la Malaisie et les Émirats arabes Unis, censés protéger les droits des travailleurs migrants. En revanche, le rapport montre que les travailleurs qui se rendent dans ces pays continuent de payer

des frais de recrutement illégaux et exorbitants et sont régulièrement confrontés à des ruptures de contrat, des salaires impayés, des difficultés d'accès à la justice et à l'obtention des avantages et compensations leur revenant de droit.

Dans le cadre de son Plan d'action national pour la réduction du déficit commercial, le Népal souhaite effectuer sa transition vers le « tout électrique »

Une des priorités du gouvernement népalais pour l'année budgétaire 2023/24, qui débutera par ailleurs en juillet prochain, est de passer de l'utilisation généralisée des énergies fossiles à l'électrique, tous secteurs d'activité confondus.

Avec pour ligne directrice le plan d'action national, le budget, qui sera annoncé le lundi 29 mai prochain, viendra soutenir cette politique visant à faciliter l'utilisation systématique de l'électricité à l'instar des énergies fossiles.

De surcroît, l'importation d'équipements électriques sera également facilitée, en parallèle à la mise en place de restrictions à l'importation de véhicules à combustible fossile. Par ailleurs, les banques nationales participeront à la politique cherchant à décourager les importations de ce type de véhicule en allongeant le délai d'octroi de prêt à six mois. En guise d'alternative, la procédure bancaire prévue pour l'achat de véhicules électriques sera simplifiée.

L'Autorité népalaise de l'électricité a prévu que le Népal deviendrait autosuffisant en électricité dans les deux prochaines années, notamment grâce aux investissements massifs réalisés pour le développement de l'hydroélectricité. Selon ces prévisions, le Népal n'aura donc plus besoin d'importer de l'électricité en provenance d'Inde lors de l'hiver 2025/26.

Selon le ministère des Finances, cette transition vers l'électrique permettra de réduire le déficit commercial structurel du pays dont l'ampleur est en partie imputable à la dépendance aux importations en énergies fossiles.

Légère amélioration du déficit commercial népalais

Le déficit commercial du Népal, calculé sur les dix premiers mois de l'année budgétaire 2022/23, enregistre un montant de 9 Mds USD. Selon le Département des douanes, le solde commercial total s'est réduit de 15,85 % par rapport à la période correspondante de l'exercice budgétaire 2021-22. Pour rappel, le déficit a enregistré un montant de 12,8 Mds USD sur l'intégralité de l'exercice budgétaire précédent.

Cette réduction du déficit est imputable à la baisse des importations, qui s'établissent actuellement à un montant de 9,8 Mds USD, contre 12 Mds USD, l'année précédente, à la même période. En parallèle, les exportations népalaises se sont également drastiquement réduites, passant de 1,3 Md USD à 982 M USD, soit une baisse de 32% sur la période sous revue.

La balance commerciale du Népal est structurellement déficitaire, expliquée en grande partie par de faibles performances en matière d'exportations, résultant d'une industrie n'étant pas en mesure de promouvoir et diversifier ses biens et services, et par voie de conséquence une forte dépendance aux importations.

Pakistan

Le ministre des Finances, Ishaq Dar, a récemment indiqué que le programme du FMI pourrait se terminer le 30 juin prochain sans accord sur les 9^{ème} et 10^{ème} revues

Lors d'une réunion avec des chefs d'entreprise pakistanais, M. Dar a indiqué qu'il considérait que le Pakistan avait rempli toutes les conditions techniques pour obtenir un accord au titre de la 9^{ème} revue et qu'il regrettait que les discussions avec les services du FMI n'aient pas débuté plus tôt (en novembre ou en décembre). M. Dar a toutefois affirmé que le pays n'était pas au bord d'une crise financière et qu'il "ne ferait absolument pas défaut".

Selon le quotidien *Dawn*, pour faire face au remboursement de sa dette externe au cours des prochaines années et financer le déficit de son

compte courant, le ministère des Finances conseillerait au gouvernement de négocier un nouveau programme avec le FMI.

Le gouvernement devrait emprunter 9 400 Mds PKR (33 Mds USD) au secteur bancaire local d'ici juillet 2023

La majeure partie de ces nouveaux emprunts - bons du Trésor, obligations (PIB) et obligations islamiques (Sukuks)- servira à rembourser les bons du Trésor d'une valeur de 8 000 Mds PKR qui arriveront à échéance au cours de la même période.

On relèvera à cet égard que de juillet 2022 à avril 2023, la somme des emprunts effectués par le ministère des Finances à l'étranger était en baisse de 37,7 %, à 8,123 Mds USD en g.a.

Premières estimations concernant l'année budgétaire 2022/2023 : croissance du PIB de 0,29%, hausse de la production agricole de 1,55%, baisse de 2,94% de la production industrielle

Le Comité de la Comptabilité nationale (NAC) a publié ses premières estimations, en ce qui concerne les résultats de l'année budgétaire 2022/23. Il ressort que le PIB du Pakistan devrait avoir enregistré à la fin de l'année budgétaire, fin juin, une croissance atone de 0,29%.

La hausse de la production agricole devrait avoir été portée à 1,55%, du fait d'une bonne saison de production de blé (27,6 millions de tonnes métriques contre 26,4 millions de tonnes métriques en 2021/2022), malgré une saison catastrophique dans le secteur du coton, marquée par une contraction de 41 % en g.a.

Le secteur des services aurait par ailleurs enregistré une croissance de 0,86 %. Le commerce de gros et de détail connaîtrait une contraction de 4,46 %, dans un contexte de baisse des revenus et de hausse des prix alimentaires (environ +50% en g.a.).

La croissance de l'industrie enregistre une contraction de 2,94%, la production des grandes entreprises a baissé de - 7,98%, compensée par une hausse du chiffre d'affaires des PME de 9 %. Le secteur de la construction connaîtrait par ailleurs une baisse de 5,5 % en g.a.

Exportations pakistanaises de textiles en baisse de 14% sur les dix premiers mois de l'année budgétaire

Les exportations pakistanaises de textiles se sont élevées à 13,7 Mds USD, au cours des dix premiers mois de l'année budgétaire 2022/2023, contre 15,9 Mds USD pour la période correspondante de 2021/2022.

Cette crise est liée (i) à la baisse de la demande en Europe et aux Etats-Unis, (ii) à une pénurie de coton pakistanais (-41% en g.a.) sur le marché, qui n'a pas pu être compensée par des importations et (iii) à la forte augmentation des prix de l'énergie ; ces deux derniers phénomènes ont entraîné la fermeture de certaines filatures. Certains observateurs attribuent en partie cette forte baisse des exportations à la dégradation de la parité entre le dollar américain et la roupie pakistanaise.

Publication des premiers résultats du recensement 2023 : le Pakistan compte 249,5 millions d'habitants

La répartition de la population par provinces est la suivante : 127,4 M d'habitants ont été recensés dans le Pendjab, qui est de loin la province la plus peuplée, suivi par le Sindh avec 57,9 M, 39,8 M dans le Khyber-Pakhtunkhwa, 21,9 M au Baloutchistan, 2,3 M dans le district fédéral d'Islamabad. En outre, 5,9 M de personnes ont été recensées dans les régions (disputées avec l'Inde) du Jammu et Cachemire pakistanais et du Gilgit-Baltistan mais ne sont comptabilisées dans le total de la population. La population a ainsi augmenté de 49 M d'habitants depuis le dernier recensement qui date de 2017.

Sri Lanka

Le FMI conclut une mission à Sri Lanka pour évaluer l'avancement du programme

La mission, qui s'est tenue du 11 au 23 mai, a permis aux équipes du FMI de constater l'amélioration de la situation macroéconomique (réduction de l'inflation, stabilisation du taux de

change, hausse des réserves officielles de change), tout en rappelant que celle-ci, tout comme la situation politique, restent délicates. Les équipes ont par ailleurs discuté avec les autorités sri lankaises de mesures fiscales supplémentaires permettant d'améliorer la mobilisation de ressources pour l'Etat. Le communiqué de mission rappelle l'importance de parvenir à des accords sur la restructuration de la dette publique sri lankaise avec les créanciers du pays avant la première revue du programme, prévue en septembre, ainsi que la nécessité de maintenir le train de réformes et leur mise en œuvre d'après la chronologie prévue par le programme, notamment en ce qui concerne l'indépendance de la Banque centrale, la gouvernance et la protection des personnes les plus vulnérables.

La Banque centrale assouplit l'ouverture de lettres de crédit

Afin de préserver les réserves de change, la Banque Centrale sri lankaise avait, parmi une série de mesures, restreint depuis le 19 mai 2022 l'importation de certains produits jugés non essentiels en imposant l'ouverture par une banque commerciale d'une lettre de crédit. Cette dernière permet de garantir le règlement de ces produits, en imposant à l'importateur un dépôt en espèces non porteur d'intérêts, de 100% du montant couvert par la lettre, de son ouverture jusqu'au règlement effectif de la marchandise. Cette restriction concernait 779 puis 843 codes douaniers, comprenant notamment des produits cosmétiques, d'équipement électronique, textiles et en caoutchouc. La Banque centrale a annoncé ce 17 mai la fin de cette mesure, dans un contexte où les réserves de change remontent progressivement (2,8 Mds USD en avril, soit 2,8 mois d'importations, contre 1,8 Md USD en décembre 2022, en incluant un *swap* chinois de 1,4 Md USD, assorti de conditions le rendant actuellement inutilisable). Le gouvernement sri lankais montre depuis plusieurs mois sa volonté de réduire l'ensemble des restrictions aux importations, qui correspond aux objectifs du programme FMI, avec notamment une réduction

progressive du nombre de produits visés par des interdictions temporaires (*Temporary Suspensions*) d'importation.

Sinopec fait son entrée sur le marché de la distribution de carburants à Sri Lanka

L'accord signé le 22 mai entre le Secrétaire du ministère de l'Energie et le Directeur en charge de la production de carburants et du marketing de Sinopec permettra à l'entreprise chinoise d'importer, stocker et distribuer des carburants sur le marché sri lankais, à compter de 45 jours après l'obtention d'une licence d'une validité de vingt ans. Sinopec devrait être ainsi la première des trois entreprises sélectionnées (dont l'australienne United Petroleum et l'américaine RM Parks en collaboration avec Shell) à la suite d'un appel à projets à entrer sur le marché de la distribution de carburants à Sri Lanka. Elle devrait récupérer 150 stations à présent gérées par le distributeur national CPC, avec la possibilité d'en développer cinquante autres par la suite. La démarche lancée par les autorités sri lankaises, qui libéralise le secteur au-delà de ses deux acteurs traditionnels (CPC et l'entreprise indienne Lanka IOC), vise notamment à alléger la pression sur les réserves de change sri lankaises, dans la mesure où les entreprises sélectionnées doivent s'engager pour un an *a minima* à importer du carburant sans reposer pour ce faire sur des financements du système bancaire local.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international